



**Concertation des pays de la CEEAC relative à la situation en République
Centrafricaine**

Malabo, le 27 Juin 2014

ALLOCUTION DE MADAME LA CHEF DE L'ETAT DE LA TRANSITION

Monsieur le Président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale,

Monsieur le Président en exercice de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale,

Monsieur le Président de la République du Congo, Médiateur de la crise Centrafricaine,

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Afrique Centrale,

Distinguées Personnalités,

Vous avez bien voulu organiser la présente concertation sur la situation en République Centrafricaine à laquelle Vous m'avez cordialement conviée. La proximité de cette concertation avec le sommet de l'Union Africaine donne la mesure de l'importance que Vous accordez à mon pays qui est partie intégrante de la CEEAC et de l'Union Africaine, quoique encore sous sanction.

Pour cette sollicitude fraternelle et l'honneur que Vous me faites en m'associant à cette concertation, j'aimerais vous exprimer, au nom du peuple centrafricain et au mien propre, ma profonde gratitude pour l'attention toute particulière accordée à la situation dramatique que traverse mon pays.

Cette session spéciale consacrée à la République Centrafricaine est pour moi d'une importance capitale, car elle nous donne l'opportunité de faire le point de la situation qui prévaut en ce moment dans mon pays, notamment au plan sécuritaire, politique et humanitaire, d'évaluer les actions et les efforts qui ont été faits jusqu'ici, aussi bien par le Gouvernement Centrafricain que par la Communauté Internationale.

Distinguées Personnalités,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, de rappeler très brièvement que mon avènement à la tête de l'Etat le 20 janvier 2014 est intervenu dans un contexte de chaos, marqué par une insécurité généralisée, une situation humanitaire catastrophique, une absence totale de l'autorité de l'Etat, l'effondrement des activités économiques et commerciales, des affrontements interreligieux, des violations massives des droits humains ainsi qu'une profonde fracture sociale.

Consciente de la complexité de la situation ainsi créée par des mouvements politico-militaires antagonistes, mes premières paroles à la Nation Centrafricaine meurtrie ont été un appel lancé à mes compatriotes pour enclencher sans tarder une dynamique de paix qui puisse préserver le pays du chaos total.

Des priorités ont très vite été définies et reposent notamment sur l'urgence d'arrêter les exactions, de rétablir la sécurité et l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire, de faciliter le retour des déplacés chez eux, d'enclencher le processus de réconciliation nationale et la dynamique de relèvement du pays, afin de parvenir à la tenue des élections prévues le 15 février 2015.

Sur la base de cette vision, j'ai procédé à un recadrage de la feuille de route définie à Libreville et engagé des actions vigoureuses. Ces actions ont abouti à des avancées objectivement positives grâce auxquelles le pays est aujourd'hui engagé vers la sortie du chaos.

A notre actif, les actions suivantes ont été menées :

1 – Sur le plan de la restauration de la sécurité et de la consolidation de la paix

Les actions menées en cinq (05) mois pour atteindre ces objectifs se présentent comme suit :

- Le regroupement des Ex-Seleka dans trois endroits différents de la ville de Bangui, ce qui a permis de libérer le camp Kassai qui était traditionnellement celui des Forces Armées Centrafricaines (FACA). Un mémorandum a été signé entre le Gouvernement et les ex Seleka cantonnés dans ces trois camps pour un cessez le Feu.

Leur identification a déjà commencé et cela devra conduire dans un très proche avenir à leur délocalisation vers Sibut, en attendant le processus du DDR.

- Le regroupement et l'identification des Forces Armées Centrafricaines dans le camp Kassai. A cet effet, le génie militaire a été mobilisé pour rénover les bâtiments de ce camp militaire, les bureaux de l'Etat Major des FACA et du Ministère de la Défense. L'effectif actuel de l'armée Centrafricaine est estimé à 7500 hommes. Environ 4500 de ces hommes représentent un seul groupe ethnique. C'est un véritable problème. Nous menons des réflexions avec la communauté Internationale sur le futur format de notre armée qui doit être véritablement républicaine.
- La constitution de brigades de gendarmerie et de police qui patrouillent dans Bangui en liaison avec la MISCA et SANGARIS, grâce aux mesures de confiance négociées avec la Communauté Internationale.
- Le déploiement de la Gendarmerie (60) et de la Police (20) à Bambari, avec le soutien de la SANGARIS. La gendarmerie est également déployée à Dékoa et à Bria qui sont des zones névralgiques.

- Le rétablissement de la chaîne pénale à travers la réhabilitation en cours, sur nos fonds propres, de la prison centrale de Ngaragba. A ce jour, cette prison est désormais opérationnelle.
- La création de la cellule spéciale d'enquête pour un renforcement des capacités des juridictions à mener les investigations sur les crimes et délits qui ne devront pas demeurer impunis.
- La saisine de la Cour Pénale Internationale (CPI) pour les crimes contre l'humanité.
- L'obtention du vote du parlement Français en faveur de la prolongation de la mission Sangaris, le déploiement rapide de la force européenne EUFOR en RCA, l'adoption de la résolution 2149 autorisant une opération de maintien de la paix des Nations-Unies en Centrafrique (MINUSCA).

Grâce à toutes ces actions, la situation sécuritaire s'est nettement améliorée dans la ville de Bangui. Les tirs nocturnes ont presque cessé. Notre objectif est de reprendre le contrôle de tous les commissariats de police et des brigades de gendarmerie de Bangui et de ses environs.

Les groupes armés qui opéraient à Bangui se sont retirés pour s'installer en province. On observe cependant à Bangui l'augmentation du phénomène de grands banditismes. Avec le soutien de l'EUFOR et des gendarmes de la SANGARIS, les forces de sécurité nationale devront être en mesure de combattre ce phénomène.

En vue du futur déploiement des forces de l'opération de maintien de la paix des Nations Unies, le Chef d'Etat Major de la MINUSCA est déjà à pied d'œuvre à Bangui.

Tout en saluant le travail remarquable fait par les éléments de la MISCA et de Sangaris pour réduire de manière sensible l'insécurité et ramener le calme sur l'ensemble du territoire, aujourd'hui l'insécurité continue de faire l'objet d'une préoccupation majeure. Le dispositif actuel n'est pas suffisant pour assurer la sécurité des populations.

La sécurité est une priorité qui nécessite le désarmement de tous les anti-balakas qui développent une véritable guérilla urbaine ainsi que la poursuite de la neutralisation des Ex-rebelles Seleka qui contrôlent le centre et le nord- Est du pays, commettant des exactions et manifestant des velléités sécessionnistes. A cet effet, nous n'avons pas cessé d'exhorter la MISCA et SANGARIS à faire pleinement usage des différents mandats du Conseil de Sécurité des Nations- Unies autorisant le recours à des sanctions contre ceux qui menacent la paix, la stabilité et la sécurité en RCA.

2 – Sur le plan de l'assistance humanitaire

L'objectif principal est de fournir aux populations déplacées et réfugiées en situation d'urgence une assistance multisectorielle, nécessaire à leur survie et favoriser leur retour et leur réinsertion sociale.

Des efforts notables ont été enregistrés depuis le mois de janvier. Face à l'ampleur de la crise humanitaire dans mon pays, la communauté humanitaire internationale, sous la Leadership du Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), a pris sur elle d'élaborer un Plan d'Urgence pour la réponse humanitaire et a, à cet effet, mobilisé les ressources nécessaires au démarrage de la mise en œuvre de ce plan.

A ce jour, environ 30% des besoins financiers relatifs à ce plan d'urgence ont été décaissés. Cette disponibilité, quoique pas encore suffisante pour couvrir tous les besoins, a toutefois permis au Gouvernement et aux acteurs humanitaires de mener des actions efficaces qui ont conduit à un début significatif d'amélioration des conditions de vie des populations déplacées internes et autres victimes de cette crise multiforme.

Les récentes estimations publiées au mois de mai par la coordination humanitaire (OCHA), atteste d'une évolution positive. Le nombre des sites a progressivement régressé, passant de 69 sites en février 2014 à 42 sites. Au mois juin 2014, le nombre des

personnes déplacées internes en RCA est de 542.400 individus, dont 117.400 à Bangui. La tendance est donc à la baisse.

Cependant, la situation humanitaire de manière générale reste préoccupante. Aujourd'hui, 2,5 millions de centrafricains ont besoin d'assistance. Les populations sont dans le dénuement total et ont besoin d'une assistance urgente en nourriture, eau, abris et soins de santé. Cette crise humanitaire assez grave pourrait devenir catastrophique si le peuple centrafricain n'est pas soutenu et accompagné.

Notre objectif reste et demeure de voir tous ces déplacés libérer les sites qu'ils occupent aujourd'hui.

Sur le plan social, les écoles ont repris petit à petit leurs activités à Bangui et dans certaines villes de province. Il en est de même des hôpitaux et centres de santé.

3 – Sur le plan de la politique et de la gouvernance

L'objectif principal est de garantir un retour à l'ordre constitutionnel et d'asseoir la bonne gouvernance des Institutions.

Distinguées Personnalités,

Mesdames et Messieurs

L'histoire politique de la République Centrafricaine semble évoquer la légende de Sisyphe, l'histoire d'un éternel recommencement, entre la dynamique des conflits et celle de la recherche de la paix et de la réconciliation.

Comme vous le savez, plusieurs tentatives et divers modes de résolution des conflits centrafricains ont été menés.

Des cadres de concertation participatifs et inclusifs tant globaux que sectoriels ont été adoptés, regroupant un large échantillon des acteurs politiques, militaires et sociaux du

pays, à l'occasion des crises et conflits successifs ayant secoué la République Centrafricaine.

Tirant les leçons de ces diverses initiatives, le gouvernement de Transition a défini une vision volontariste de la réconciliation nationale axée sur deux piliers : le dialogue politique au sommet, la réconciliation nationale à la base. Ce processus devra impliquer les différentes composantes sociales, à savoir, groupes armés, partis politiques, leaders religieux, autorités locales, société civile, organisations des femmes et des jeunes.

Ainsi, dans le cadre du dialogue, nous avons amorcé la concertation avec toutes les Forces Vives de la Nation afin d'échanger et accorder nos points de vue sur les pistes de solutions concernant les grands défis auxquels fait face notre pays.

Je suis confortée dans l'option pour le dialogue politique par le fait bien connu que la guerre n'a jamais rien réglé durablement mais surtout par le fait que mes Compatriotes de tous bords sont acquis au dialogue qu'ils attendent d'une certaine manière afin de sortir des actes de violence qui ne les honorent pas et dont ils sont manifestement fatigués.

La réconciliation nationale est déjà enclenchée à travers plusieurs initiatives visant à favoriser le désarmement des cœurs et des esprits, le vivre-ensemble, la cohabitation interreligieuse et intercommunautaire. Une stratégie de la réconciliation nationale est déjà élaborée avec l'appui du Système des Nations Unies. Cela attend d'être validé par toutes les parties prenantes avant sa mise en œuvre effective.

De manière spécifique, les actions suivantes ont été entreprises dans le cadre politique et de l'amélioration de la gouvernance :

- L'identification des fonctionnaires et agents de l'Etat visant à maîtriser la masse salariale et à élaguer le fichier du personnel de l'Etat truffé de fonctionnaires fictifs.

- L'organisation du 10 au 12 Juin 2014 d'un atelier préparatoire au dialogue politique avec l'appui technique du Centre pour le Dialogue Humanitaire, largement ouvert aux sensibilités politiques du pays, y compris de la diaspora.
- La mise en place du Cadre de Concertation prévu par le Code Electoral.
- La mise en place du Bureau de la Coordination de l'Autorité Nationale des élections qui est déjà à pied d'œuvre et du Haut Conseil de la Communication. Le décret portant organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale des élections vient d'être signé.
- La réhabilitation et l'équipement en cours des bâtiments des Cours d'Appel de Bangui, Bambari et Bouar, des Tribunaux de Grande Instance, des commissariats de police et brigades de gendarmerie, des Centres pénitentiaires.

Comme vous le voyez, les bases du travail dans le domaine du dialogue politique sont déjà posées. Il nous faut tout l'appui nécessaire pour mettre en œuvre les actions préconisées par l'atelier de Bangui.

4 – Sur le plan de la relance économique

Les avancées suivantes peuvent être notées :

- La mobilisation de l'appui budgétaire d'urgence grâce à une diplomatie active. Jamais la communauté internationale n'a été aussi mobilisée en faveur de la République Centrafricaine puisque nous avons réussi le pari de mettre notre pays au cœur des préoccupations internationales. Les déplacements à Bangui du Président Français François Hollande, du Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-Moon et de tant d'autres personnalités éminentes du monde peuvent en témoigner.
- Le financement de près de 27,5 milliards de FCA dont 10 milliards d'emprunt non encore décaissés et avec lesquels nous avons pu payer à ce jour, quatre (4) mois de salaires aux fonctionnaires et agents de l'Etat, deux (2) trimestres de pensions aux retraités et trois (3) mois de bourses aux étudiants. Une partie de ces fonds a servi

à l'acquisition de véhicules et matériels informatiques qui ont été affectés à certains services de l'Etat en vue de renforcer leurs capacités opérationnelles.

- Par ailleurs, les négociations avec les services du Fond Monétaire International (FMI) pour la conclusion d'un programme au titre de la facilité de crédit rapide d'un montant de 10 milliards de FCFA ont abouti à la signature d'un accord. Grâce à cet accord, le pays devrait désormais bénéficier d'importants concours financiers de la part des autres partenaires au développement dont 30 millions d'euros de l'Union Européenne et 20 millions de dollars de la Banque Africaine de Développement (BAD). Des accords ont été déjà signés avec la France pour un appui budgétaire globale de 4 milliards de FCFA et la Banque Mondiale, pour un montant de 100 millions de dollars US dont 20 millions en faveur de l'agriculture.
- Le redémarrage des travaux à haute intensité de main d'œuvre en vue d'absorber une partie des désœuvrés qui s'impliquent dans les conflits armés.
- La reprise de la coopération longtemps gelée avec des pays comme l'Allemagne qui a apporté un appui de 40 millions de dollars US, les Etats- Unis d'Amérique dont la réouverture de l'Ambassade à Bangui est un signal fort de la volonté de ce pays d'accompagner la transition en Centrafrique.
- L'instauration d'une coopération effective avec les pays scandinaves, à l'issue de notre mission le 19 juin 2014 à Oslo en Norvège. Ce pays octroie à la RCA un don de 10 millions de dollars US pour les actions humanitaires.
- L'adoption et la promulgation de la loi des finances 2014, par le Conseil National de Transition (CNT)

Cette énumération n'est pas exhaustive. Elle donne seulement la mesure des efforts qui ont été déployés en très peu de temps pour relever les nombreux défis du pays. La vie reprend ainsi petit à petit et dans le bon sens, au grand soulagement d'une bonne partie de la population.

Distinguées personnalités,
Mesdames, Messieurs,

J'ai conscience que tout n'a pas été parfait et que beaucoup reste à faire. Beaucoup reste encore à faire pour ramener la paix et la sécurité en République Centrafricaine.

Pour cela, je veillerai personnellement à ce que le dialogue et la concertation soient au cœur de la gestion de la Transition et que l'occasion soit donnée aux Centrafricains, quelles que soient leurs appartenances ethniques, politiques et religieuses, de se retrouver autour d'une table pour enfin s'entendre et reconstruire leur pays, la République Centrafricaine dont l'intégrité territoriale ne saurait faire l'objet d'une discussion.

Cependant, j'ai le net sentiment que le peuple Centrafricain ne comprendrait pas et ne me pardonnera pas que les personnes impliquées dans des crimes abominables soient aussi conviées à cette table pour venir négocier une loi d'amnistie, comme par le passé. Elles peuvent faire œuvre citoyenne en multipliant des appels, sans équivoque, à leurs partisans pour qu'ils mettent un terme immédiat aux attaques contre les populations civiles et à tous les autres actes de violence de nature à saper les efforts visant à restaurer la sécurité et à promouvoir la réconciliation.

Nous réaffirmons ici qu'il ne peut y avoir d'impunité pour les auteurs de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international. Les auteurs de ces actes seront identifiés, dénoncés, poursuivis et punis conformément au droit pénal national et international.

Dans un contexte encore dominé par l'impunité, le renforcement du secteur de la justice et des forces de défense et de sécurité internes figure également parmi les priorités de la transition afin de conjurer l'effondrement complet de l'ordre public. Des efforts notables sont fournis pour remettre sur pieds la chaîne pénale afin de lutter contre l'impunité. Des appuis des partenaires sont attendus pour renforcer nos structures judiciaires.

Une fois de plus, je reconnais que sans l'appui multiforme et l'accompagnement de la communauté africaine et internationale, il aurait été difficile d'aboutir aux résultats exposés ci-dessus.

C'est le lieu de remercier très sincèrement tous les pays frères de la CEMAC et de la CEEAC qui ont été les premiers à voler au secours du Peuple Centrafricain en détresse. Ces remerciements vont également à l'endroit de l'Union Africaine, de l'Union Européenne, des Nations Unies et de la France pour le soutien qu'ils ont apporté à mon pays en ces moments difficiles de son Histoire.

Je voudrais en outre exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnalités qui se sont personnellement impliquées dans la résolution de la crise Centrafricaine, notamment leurs Excellences :

- Idriss DEBY ITNO, Président en exercice de la CEEAC,
- Ali BONGO ONDIMBA, Président en exercice de la CEMAC
- Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République du Congo, Médiateur dans la crise Centrafricaine
- François HOLLANDE, Président de la République Française
- José Edouardo DOS SANTOS, Président de la République d'Angola
- Théodoro OBIANG NGUEMA, Président de la République de Guinée Equatoriale
- José Manuel BAROSO, Président de la Commission de l'Union Européenne
- Ban Ki-Moon, Secrétaire Général des Nations Unies

Distinguées Personnalités,

Mesdames, Messieurs,

Pour finir, permettez-moi d'appeler très respectueusement votre bienveillante attention sur les dangers qui guettent aujourd'hui la République Centrafricaine.

Il s'agit de :

- 1) La fragilisation des autorités actuelles de la Transition qui donnent avec humilité, abnégation et responsabilité citoyenne le meilleur d'elles pour sortir leur pays du chaos tout en maintenant une bonne cohabitation à la tête de l'exécutif de la Transition,
- 2) La compétition effrénée pour l'accès au pouvoir par l'instauration d'un « ticket religieux » ou par l'usage des armes et de la violence,
- 3) La prime à la violence et le non respect des décisions prises par l'ONU en ce qui concerne les sanctions à l'égard de certains acteurs de la crise Centrafricaine,
- 4) Les nouveaux défis du terrorisme au niveau sous régional,
- 5) La particularité de la situation sociale du pays et le caractère très sensible des relations intercommunautaires.

La République Centrafricaine peut avoir aujourd'hui une chance de se reconstruire durablement et sur de nouveaux paradigmes.

Pour cela, il importe de s'attaquer aux causes profondes de la crise en République Centrafricaine, de mettre en place une approche élargie et globale qui tienne compte des interconnexions entre la gouvernance, le développement économique et la sécurité du pays.

Je peux vous rassurer que nous sommes ouverts à toutes les propositions constructives qui peuvent renforcer la cohésion sociale et faire en sorte que mon pays avance vers la réconciliation, la paix et le développement.

Ces propositions devront bien tenir compte de la profondeur du désastre et de la complexité de la crise.

Ma conviction est que pour y parvenir, la poursuite de l'œuvre de renforcement de l'Etat Centrafricain me paraît un engagement auquel nous devons tenir. Car sans un Etat fort doté des capacités permettant de répondre aux attentes des populations dont les priorités sont déjà cernées, tous les efforts risqueraient d'être voués à l'échec.

C'est pourquoi, les propositions que vous aurez à nous formuler pendant ces assises, devront obtenir l'adhésion des acteurs nationaux Centrafricains, nous éviter la fragilisation des acquis déjà obtenus au plan institutionnel et permettre le déploiement d'une chaîne de solidarité agissante encore plus soutenue.

Je vous remercie pour votre aimable attention.